MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

=-=-=-=-=-=-=-=-

CABINET

BURKINA FASO
La Patrie ou la Mort, nous Vaincrons

EXPOSE DES MOTIFS
DU PROJET DE LOI DE REGLEMENT
EXERCICE 2024



La loi de règlement constitue un acte juridique par lequel le Parlement constate et approuve les résultats définitifs d'un exercice budgétaire. Elle trouve son fondement juridique dans les dispositions de la Constitution et de la Loi organique relative aux lois de finances (LOLF) qui encadrent la reddition des comptes de l'Etat.

En vertu de l'article 105 de la Constitution du Burkina Faso et conformément aux dispositions des articles 6, 51 et 52 de la loi organique n°073–2015/CNT du 06 novembre 2015 relative aux lois de finances, le gouvernement soumet à l'examen et au contrôle du Parlement un projet de loi de règlement afin de rendre compte de la régularité, de la conformité et de la sincérité de l'exécution des lois de finances au titre de l'exercice budgétaire écoulé. Elle constitue l'étape finale du processus budgétaire qui permet au Parlement de contrôler l'action gouvernementale, à travers l'exécution des lois de finances.

Plus spécifiquement et selon l'article 51 de la LOLF, la loi de règlement d'un exercice constate le montant définitif des encaissements de recettes et des ordonnancements de dépenses. Elle rend également compte de la gestion de la trésorerie et de l'application du tableau de financement de l'Etat. En outre, elle arrête les comptes et les états financiers, affecte les résultats de l'année et présente un bilan de la gestion et des résultats des programmes. Par ailleurs, elle ratifie, le cas échéant, les ajustements intervenus au cours de l'exécution des lois de finances.

L'exposé des motifs du présent projet de loi de règlement au titre de l'année 2024, comporte deux parties. La première décrit le contexte de l'exécution du budget de l'Etat et la seconde présente le contenu de la loi de règlement.

I. CONTEXTE[1] DE L'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2024

L'exécution du budget de l'Etat, exercice 2024, s'est déroulée dans un contexte économique difficile tant au niveau international que national.

Au plan international, le contexte a été marqué par des tensions géopolitiques persistantes.

Toutefois, l'activité économique mondiale a fait preuve d'une résilience continue en 2024 soutenue par un assouplissement progressif des politiques monétaires et une nette décélération de l'inflation.

La croissance économique mondiale est estimée à 3,2% en 2024 après 3,3%[2] en 2023. Le léger repli par rapport à 2023 s'expliquerait par les perturbations persistantes dans les chaînes d'approvisionnement, les effets retardés des politiques monétaires restrictives adoptées ainsi que les difficultés structurelles dans le secteur immobilier chinois. En outre, les tensions géopolitiques, notamment la crise russo-ukrainienne et les conflits au Moyen-Orient ont continué de peser sur la croissance économique mondiale.

[1] Ce contexte a été rédigé sur la base des informations de la Note technique : Situation économique et financière 2024, tendances 2025 et perspectives 2026-2028 (MEF/DGEP, mars 2025)

[2] Le taux consigné dans l'exposé des motifs de la LR, exercice 2023 était de 3,2%. Ce taux a été révisé à 3,3% en mars 2025

L'inflation mondiale est passée de 6,7% en 2023 à 5,7% en 2024. La décélération résulte principalement des effets cumulés des politiques monétaires restrictives et de la baisse des cours des matières premières, notamment du pétrole.

En Afrique subsaharienne, la croissance économique est ressortie à 3,8% en 2024 après 3,6%[3] en 2023. Cette croissance est restée faible en raison notamment des effets néfastes des conflits, de l'insécurité, des changements climatiques ainsi que les conditions de financement restrictives tant intérieures qu'extérieures.

L'inflation s'est accentuée pour s'établir à 18,1% en 2024 après 17,6% en 2023 en lien avec les facteurs précédemment cités.

Dans la Zone UEMOA, la croissance économique est ressortie à 6,2% en 2024 après 5,3%[4] en 2023. Cette croissance a été portée principalement par la hausse de la production agricole, le démarrage de la production pétrolière au Sénégal et son accroissement au Niger. De plus, elle est restée soutenue par le maintien du dynamisme des activités commerciales et de services.

L'inflation dans l'Union s'est située à 3,5% en 2024 après 3,7%[5] en 2023. Cette légère baisse s'expliquerait principalement par la chute des cours mondiaux des produits alimentaires importés et des produits pétroliers.

Au sein de l'Alliance des Etats du Sahel (AES), les économies affichent une résilience remarquable face aux défis sécuritaires dans un environnement sous-régional marqué par des tensions géopolitiques et l'opérationnalisation de la Confédération de l'AES.

Au Mali, la croissance économique s'est située à 4,9% en 2024, légèrement supérieure aux 4,7%[6] de 2023. Cette progression est principalement due à une bonne performance de la production agricole ainsi qu'à la consolidation des activités commerciales et de services.

L'inflation atteint 3,2% en 2024 après un taux de 2,1%[7] en 2023. Cette hausse est principalement due à des pressions sur les prix, résultant des perturbations dans l'approvisionnement des produits alimentaires et de la campagne agricole précédente moins favorable.

Au Niger, la croissance a été estimée à 8,8% en 2024 après 2,4%[8] en 2023. Cette dynamique serait principalement due à une bonne tenue des exportations de pétrole brut, à la relance de grands projets d'investissement et à une campagne agricole favorable.

L'inflation, en accentuation, s'est affichée à 9,1% en 2024 après 3,7%[9] en 2023, en lien entre autres avec les perturbations commerciales consécutives à la fermeture de la frontière avec le Bénin, occasionnant le renchérissement des prix de certaines denrées alimentaires.

[3] Le taux consigné dans l'exposé des motifs de la LR, exercice 2023 était de 3,3%. Ce taux a été révisé à 3,8% en mars 2025
[4] Le taux consigné dans l'exposé des motifs de la LR, exercice 2023 était de 5,7%. Ce taux a été révisé à 5,3% en mars 2025
[5] Le taux consigné dans l'exposé des motifs de la LR, exercice 2023 était de 2,9%. Ce taux a été révisé à 3,7% en mars 2025
[6] Le taux consigné dans l'exposé des motifs de la LR, exercice 2023 était de 4,6%. Ce taux a été révisé à 4,7% en mars 2025
[7] Le taux consigné dans l'exposé des motifs de la LR, exercice 2023 était de 2,6%. Ce taux a été révisé à 2,1% en mars 2025
[8] Le taux consigné dans l'exposé des motifs de la LR, exercice 2023 était de 4,3%. Ce taux a été révisé à 2,4% en mars 2025

Au niveau national, le budget s'est exécuté dans un contexte de poursuite des réformes et d'initiatives présidentielles ainsi que le renforcement de la dynamique de reconquête du territoire national. L'activité économique nationale a affiché un net regain de dynamisme, avec une croissance économique de 5,1% en 2024, après 3,0%[10] en 2023.

Cette croissance est tirée par les secteurs primaire et tertiaire.

Concernant le secteur primaire, il a enregistré une progression de sa valeur ajoutée de 13,0% en 2024 après un taux révisé de 1,4% en 2023. Cette performance est portée par les branches « agriculture de rente », « agriculture vivrière », « sylviculture-chasse-pêche », « élevage et activités annexes à l'élevage » et « égrenage coton ».

S'agissant du secteur secondaire qui a évolué négativement sur la période, sa valeur ajoutée baisse de 1,7% en 2024 après une hausse révisée de 1,3% en 2023. Cette contre-performance est principalement due à une contraction de la branche « extraction d'or ». Elle est atténuée par les branches « construction » et « autres extractives ».

L'inflation s'est accentuée en se situant à 4,2% en 2024 contre 0,7% en 2023. Cette hausse des prix est imputable à celles enregistrées essentiellement dans les fonctions « produits alimentaires et boissons non alcoolisées », « logement, eaux, électricité, gaz ».

II. ANALYSE DES SOLDES CARACTERISTIQUES

Les soldes caractéristiques analysés sont l'épargne budgétaire, le solde budgétaire global et le solde budgétaire de base.

L'épargne budgétaire est la différence entre les recettes ordinaires et les charges courantes de fonctionnement.

Les recettes ordinaires se sont élevées à 2 406 406 905 863 F CFA en 2024 contre des charges courantes de fonctionnement (dépenses ordinaires) de 2 296 135 262 912 F CFA. Il se dégage un solde positif de 110 271 642 951 F CFA traduisant une couverture des charges courantes par les recettes ordinaires, dégageant ainsi une épargne destinée à l'investissement. Cette amélioration traduit l'effort fourni par les régies de recettes en matière de mobilisation de ressources propres et les efforts de rationalisation des dépenses.

Toutefois, comparativement à 2023 où l'épargne budgétaire était de 527 359 204 488 F CFA, elle est en baisse de 417 087 561 537 F CFA (-79,09%).

Quant au solde budgétaire global, il correspond à la différence entre les recettes recouvrées et les dépenses ordonnancées du budget de l'Etat.

En 2024, les recettes recouvrées se sont élevées à 2 579 497 788 123 F CFA contre des dépenses ordonnancées de 3 652 473 878 083 F CFA. Il se dégage un solde budgétaire négatif de

[9] Le taux consigné dans l'exposé des motifs de la LR, exercice 2023 était de 7,2%. Ce taux a été révisé à 3,7% en mars 2025
[10] Le taux consigné dans l'exposé des motifs de la LR, exercice 2023 était de 3,6%. Ce taux a été révisé à 3,0% en mars 2025

1 072 976 089 960 F CFA. Ce solde correspond à un gap de financement en 2024 contre un gap de 558 006 260 121 F CFA en 2023, soit une dégradation de 514 969 829 839 F CFA. Ce qui correspond à une dégradation du déficit de 92,29%. Ce déficit a été couvert entièrement par le recours aux marchés financiers.

En ce qui concerne le solde budgétaire de base, il est la différence entre les ressources propres et les dépenses courantes, les investissements exécutés par l'Etat seul et les transferts en capital. Les recettes ordinaires recouvrées se sont élevées à 2 406 406 905 863 F CFA contre des charges courantes de fonctionnement (dépenses ordinaires) de 2 296 135 262 912 F CFA et des investissements exécutés par l'Etat seul d'un montant de 827 393 881 497 F CFA et des transferts en capital de 56 251 647 500 F CFA, d'où un solde budgétaire de base déficitaire de 773 373 886 046 F CFA. En 2023, le solde était déficitaire de 284 430 703 584 F CFA. Ce qui traduit une dégradation de 171,90%.

III. ANALYSE DES PRINCIPAUX RATIOS MACROECONOMIQUES.

L'analyse des principaux ratios macroéconomiques concerne, notamment les critères de convergence de l'UEMOA dont le pacte a été suspendu le 27 avril 2020 par la conférence des Chefs d'Etat. Ces principaux ratios macroéconomiques sont consignés dans le tableau ci-dessous:

Tableau 1 : Evolution des principaux ratios macroéconomiques

INTITULE	NORME	2022	2023	2024
Solde budgétaire global / PIB nominal	**≥ -3%**	- 11,04%	-6,81%	-5,41%
Taux d'inflation moyen	**≤ 3%**	14,10%	0,70%	4,20%
Encours de la dette intérieure et extérieure / PIB nominal	**≤ 70%**	58,00%	56,81%	57,10%
Masse salariale/ recettes fiscales	**≤ 35%**	46,00%	43,77%	41,34%
Taux de pression fiscale	**≥ 20%**	17,55%	18,16%	18,40%

***Source** : DGEP, données de l'Instrument Automatisé de Prévisions, (IAP), août 2025.*

A. Ratio du solde budgétaire global rapporté au PIB nominal

Le ratio du solde budgétaire global rapporté au PIB nominal permet de mesurer le niveau du déficit budgétaire par rapport au PIB nominal.

En 2024, le solde budgétaire global est déficitaire de 75 819 163 160 F CFA pour un PIB nominal de 14 012 798 354 596 F CFA.

Au titre de l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2024, il en résulte un ratio solde budgétaire global sur le PIB nominal de -5,41% contre un ratio de -6,81% en 2023. Ce ratio s'est amélioré de 1,39 point de pourcentage.

B. Taux d'inflation annuel moyen

L'inflation traduit une hausse généralisée des prix. Le taux d'inflation annuel moyen est le rapport de la moyenne des indices de prix des douze (12) mois de l'année N et de la moyenne des indices des douze (12) mois de l'année N-1.

Lorsque le taux d'inflation atteint un certain seuil, il peut compromettre la compétitivité de la zone dans son ensemble ou engendrer de sérieuses distorsions en matière de compétitivité entre les Etats membres, accentuant ainsi les coûts d'intégration.

En 2024, l'inflation s'est établie à 4,20% en accentuation de 3,50 points de pourcentage par rapport à 2023 où elle était de 0,70%.

Cette accentuation est imputable essentiellement à la hausse des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » et du « logement, eaux, électricité, gaz ».

C. Ratio de l'encours de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal

L'encours de la dette correspond au montant total des emprunts restant à rembourser. Il est encore appelé capital restant dû et comprend la dette extérieure et la dette intérieure.

Ce ratio mesure le niveau de la dette d'un pays. Appelé taux d'endettement, il se présente comme l'un des indicateurs de soutenabilité de la dette publique.

L'encours de la dette publique s'est établi à 8 001 025 391 637 F CFA au 31 décembre 2024.

Rapporté au PIB, il ressort un ratio de 57,10% en 2024 contre 56,81% en 2023, soit une dégradation de 0,29 point de pourcentage.

Malgré cette relative dégradation, le ratio reste contenu dans la norme (**≤ 70%**).

D. Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales

La masse salariale est la somme des rémunérations y compris les cotisations sociales (part employeur) dont bénéficient les salariés au cours d'une période donnée.

Quant aux recettes fiscales, ce sont des prélèvements pécuniaires perçus sur les contribuables au cours d'une année donnée sous forme de taxes et/ou d'impôts qu'ils soient directs ou indirects.

En 2024, la masse salariale se chiffre à 1 065 866 726 700 [11]F CFA et les recettes fiscales s'élèvent à 2 578 527 135 000 [12]F CFA.

Au titre de l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2024, il se dégage un ratio de 41,34% en 2024 contre 43,77% en 2023, traduisant une amélioration de 2,43 points de pourcentage. Cette amélioration s'explique par une hausse plus que proportionnelle des recettes fiscales par rapport aux dépenses de personnel.

E. Taux de pression fiscale

Le taux de pression fiscale mesure le poids des impôts dans l'économie d'un pays. Il s'obtient en divisant le montant des impôts prélevés sur une année donnée dans un pays par le montant du PIB dudit pays au cours de cette même année, le tout multiplié par cent.

[11] Ce montant n'intègre pas les transferts au profit des EPE pour la rémunération de leur personnel et les allocations familiales

[12] Ce montant correspond au montant brut qui intègre la part des recettes fiscales transférées aux autres administrations

Au titre de l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2024, les recettes fiscales s'élèvent à 2 578 527 135 000 F CFA. Rapportés au PIB nominal qui se chiffre à 14 012 798 354 596 F CFA en 2024, il en résulte un taux de pression fiscale de 18,40%, après 18,16% en 2023, soit une progression de 0,24 points de pourcentage.

IV. ANALYSE DES RATIOS DE GESTION

L'analyse des ratios de gestion permet d'apprécier la situation économique et financière du Burkina Faso en 2024. Ainsi, cinq (05) ratios ont été déterminés et consignés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 2 : Situation des ratios de gestion de 2022 à 2024

INTITULE	2022	2023	2024
Charge de la dette /Recettes ordinaires	10,66%	9,38%	12,90%
Service de la dette/Recettes ordinaires	39,97%	39,68%	51,41%
Investissements de l'Etat seul / Recettes ordinaires	33,82%	30,76%	34,38%
Recettes extraordinaires / Dépenses ordonnancées	7,93%	5,04%	4,74%
Dépenses ordinaires /Recettes ordinaires	90,08%	79,85%	95,42%

Source : LR 2022 et LR 2023 et données d'exécution des lois de finances 2024.

A. Charge de la dette rapportée aux recettes ordinaires

Le ratio « charge de la dette d'un montant de 310 421 111 939 F CFA / recettes ordinaires de 2 406 406 905 863 F CFA » s'établit à 12,90% au 31 décembre 2024. Cela signifie que 12,90% des recettes ordinaires ont été consacrées au remboursement des charges de la dette (intérêts et divers frais) de l'Etat. Cette part est en hausse de 3,52 points de pourcentage par rapport à 2023 où le ratio était de 9,38% traduisant une augmentation du poids de la dette sur les recettes ordinaires. Toute chose qui aurait un effet négatif sur la contribution des ressources propres de l'Etat au financements de ses investissements.

B. Service de la dette rapporté aux recettes ordinaires

Le ratio « service de la dette de 1 237 239 062 855 F CFA/recettes ordinaires de 2 406 406 905 863 F CFA » se situe à 51,41% au 31 décembre 2024. Cela signifie que 51,41% des recettes ordinaires ont été consacrées au remboursement du service de la dette (capital, intérêts et divers frais) de l'Etat, d'où le faible niveau des ressources propres destinées au financement des chantiers de développement.

Ce ratio était de 39,68% au 31 décembre 2023 et de 39,97% à la même période de l'année 2022. On note une nette détérioration comparativement à 2023, imputable à la baisse des recettes ordinaires (-8,03%) combiné à une hausse du service de la dette (+19,17%).

C. Investissements de l'Etat seul rapportés aux recettes ordinaires

Au 31 décembre 2024, le ratio « investissements Etat seul/ recettes ordinaires » s'est établi à 34,38% contre 30,76% en fin 2023 et 33,82% en 2022. Cela signifie que les investissements de l'Etat ont été couverts par les recettes ordinaires à hauteur de 34,38% en 2024.

Comparativement à 2023, le taux d'autofinancement des investissements étatiques a connu une amélioration de 3,62 points de pourcentage. Ce qui traduit une augmentation de la proportion des recettes ordinaires consacrées à l'investissement exécuté par l'Etat.

D. Contribution des Partenaires Techniques et Financiers (PTFs) dans le financement du budget national

Cette contribution est appréciée à travers le rapport des dons (projets et programmes) sur les dépenses totales ordonnancées du budget général. Ce ratio traduit le niveau de dépendance de l'Etat vis-à-vis des PTFs.

Au 31 décembre 2024, le poids de la contribution des PTFs dans le financement du budget de l'Etat est de 4,74% contre 5,04% en 2023 et 7,93% en 2022. Cette situation traduit une relative baisse du niveau de dépendance du pays au financement extérieur.

E. Poids des dépenses ordinaires sur les recettes propres mobilisées

Ce ratio s'obtient par le rapport des dépenses ordinaires sur les recettes ordinaires.

Au 31 décembre 2024, les charges de fonctionnement de l'Etat représentaient 95,42% des ressources propres contre 79,85% en 2023. Cela signifie que 95,42% des ressources propres ont servi à couvrir les charges de fonctionnement de l'Etat en 2024, ne dégageant que 4,58% des ressources sous forme d'épargne pouvant servir à l'investissement.

V. CONTENU DU PROJET DE LOI DE REGLEMENT

Le projet de loi de règlement au titre du budget de l'Etat, exercice 2024, contient dix (10) articles dont les motifs sont ci-dessous exposés.

Article 1 :

Exposé des motifs : le présent article a pour objet de régler les comptes de l'Etat au titre de l'exercice budgétaire 2024 conformément à l'article 6 de la loi organique n°073-2015/CNT du 06 novembre 2015 relative aux lois de finances.

Article 2 :

Exposé des motifs : le présent article a pour objet de ratifier les crédits ouverts par décret d'avances. Conformément aux dispositions de l'article 51, 1er tiret, 1ère puce de la loi organique n°073–2015/CNT du 06 novembre 2015 relative aux lois de finances, les décrets suivants sont ratifiés :

- n°2024-0841/PRES/PM/MEF du 24/07/2024 portant ouverture de crédits au budget de l'Etat, exercice 2024 à titre d'avances ;
- n°2024-0859/PRES/PM/MEF du 26/07/2024 portant ouverture de crédits au budget de l'Etat, exercice 2024 à titre d'avances ;
- n°2024-1670/PRES/PM/MEF du 31/12/2024 portant ouverture de crédits au budget de l'Etat, exercice 2024 à titre d'avances.

Article 3 :

Exposé des motifs : le présent article a pour objet d'annuler et d'ouvrir à titre de régularisation, les autorisations d'engagements pour chaque programme ou dotation concerné.

Conformément à l'article 51, 1er tiret, point 2 de la loi organique n°073–2015/CNT du 06 novembre 2015 relative aux lois de finances, la loi de règlement régularise les dépassements de crédits constatés résultant de circonstances de force majeure ou des reports de crédits et procède à l'annulation des crédits non consommés comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

SEC	PRG	LIBELLE	PREVISIONS AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT APRES MODIFICATIONS REGLEMENTAIRES	AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT		PREVISIONS DEFINITIVES DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT DES PROGRAMMES OU DOTATIONS CONCERNEES
				Annulations d'autorisations d'engagements non consommées et non reportées	Ouvertures d'autorisations d'engagements	
03	**Primature**		**558 088 000**	**37 381 410**	**37 381 410**	**558 088 000**
	005	*Soutien à l'action de la Primature*	*558 088 000*	*37 381 410*	*37 381 410*	*558 088 000*
10	**Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions**		**10 582 850 000**	**6 196 566 995**	**94 749 986**	**4 481 032 991**
	017	*Administration judiciaire*	*8 130 659 000*	*6 165 566 995*	*4 999 986*	*1 970 091 991*
	018	*Administration pénitentiaire*	*2 434 691 000*	*31 000 000*	*31 000 000*	*2 434 691 000*
	019	*Droits humains*	*17 500 000*		*7 500 000*	*25 000 000*
	020	*Civisme et citoyenneté*	*0*		*24 500 000*	*24 500 000*
	021	*Pilotage et soutien*	*0*		*26 750 000*	*26 750 000*
14	**Ministère de l'Economie et des Finances**		**21 763 750 000**	**0**	**4 899 520 381**	**26 663 270 381**
	033	*Mobilisation des ressources*	*21 236 021 000*		*4 851 445 531*	*26 087 466 531*
	038	*Pilotage et soutien des services du ministère*	*527 729 000*		*48 074 850*	*575 803 850*
17	**Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale**		**471 850 000**	**15 714 737**	**15 714 737**	**471 850 000**
		044-Travail décent	*471 850 000*	*15 714 737*	*15 714 737*	*471 850 000*
20	**Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi**		**2 330 946 000**	**107 446 806**	**44 100 185**	**2 267 599 379**
	052	*Sport et activités physiques*	*2 261 046 000*	*107 446 806*		*2 153 599 194*
	054	*Pilotage et soutien des services du MSL*	*69 900 000*		*44 100 185*	*114 000 185*
22	**Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale**		**2 369 055 000**	**197 268 389**	**260 615 010**	**2 432 401 621**
	050	*Solidarité nationale et gestion des catastrophes*	*2 369 055 000*	*197 268 389*	*260 615 010*	*2 432 401 621*
23	**Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales**		**21 736 455 000**	**1 205 417 212**	**1 205 417 212**	**21 736 455 000**
	058	*Accès à l'éducation formelle*	*15 399 617 000*	*1 205 417 212*	*1 021 638 494*	*15 215 838 282*
	059	*Qualité de l'éducation formelle*	*5 305 758 000*		*41 384 500*	*5 347 142 500*
	060	*Accès et qualité de l'éducation non formelle*	*182 500 000*		*15 993 000*	*198 493 000*
	061	*Pilotage et soutien aux services du Ministère*	*848 580 000*		*126 401 218*	*974 981 218*
24	**Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation**		**3 307 912 788**	**421 111 000**	**421 111 000**	**3 307 912 788**
	062	*Enseignement supérieur*	*1 803 901 788*		*421 111 000*	*2 225 012 788*

SEC	PRG	LIBELLE	PREVISIONS AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT APRES MODIFICATIONS REGLEMENTAIRES	AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT		PREVISIONS DEFINITIVES DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT DES PROGRAMMES OU DOTATIONS CONCERNEES
				Annulations d'autorisations d'engagements non consommées et non reportées	Ouvertures d'autorisations d'engagements	
	064	*Recherche scientifique et technologique*	*1 504 011 000*	*421 111 000*		*1 082 900 000*
27	**Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques**		**66 449 569 000**	**0**	**986 470 478**	**67 436 039 478**
	075	*Aménagements hydro-agricoles et irrigations*	*62 868 432 000*		*671 496 168*	*63 539 928 168*
	077	*Economie agricole*	*1 669 297 000*		*4 481 500*	*1 673 778 500*
	078	*Développement durable des productions agricoles*	*725 836 000*		*83 800 000*	*809 636 000*
	082	*Productivité et compétitivité des productions animales*	*1 186 004 000*		*226 692 810*	*1 412 696 810*
31	**Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques**		**71 488 000**	**0**	**688 226 120**	**759 714 120**
	095	*Développement d'infrastructures de communications électroniques*	*71 488 000*		*688 226 120*	*759 714 120*
42	**Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement**		**29 276 498 196**	**445 469 478**	**2 164 986 918**	**30 996 015 636**
	086	*Gestion durable des ressources forestières et fauniques*	*1 681 360 000*		*437 970 290*	*2 119 330 290*
	087	*Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie*	*32 000 000*		*9 953 300*	*41 953 300*
	089	*Economie verte et changement climatique*	*5 841 000*		*32 923 364*	*38 764 364*
	109	*109-Aménagements hydrauliques*	*14 039 993 000*		*882 464 178*	*14 922 457 178*
	110	*Gestion intégrée des ressources en eau*	*1 128 898 000*	*129 649 017*	*15 797 250*	*1 015 046 233*
	111	*Approvisionnement en eau potable*	*8 674 220 196*	*315 820 461*	*409 946 364*	*8 768 346 099*
	112	*Assainissement des eaux usées et excréta*	*3 714 186 000*		*375 932 172*	*4 090 118 172*
99	**Dépenses Communes Interministérielles**		**59 375 027 000**	**2 229 917 422**	**38 000 012**	**57 183 109 590**
	133	*Dépenses communes interministérielles*	*59 375 027 000*	*2 229 917 422*	*38 000 012*	*57 183 109 590*
TOTAL GENERAL			**218 293 488 984**	**10 856 293 449**	**10 856 293 449**	**218 293 488 984**

Source : DGB, DGSI SIN@folo

Article 4 :

Exposé des motifs : le présent article a pour objet d'annuler et d'ouvrir à titre de régularisation, les crédits de paiement pour chaque programme ou dotation concerné.

Conformément à l'article 51, 1er tiret, point 2 de la loi organique n°073–2015/CNT du 06 novembre 2015 relative aux lois de finances, la loi de règlement régularise les dépassements de crédits constatés résultant de circonstances de force majeure ou des reports de crédits et procède à l'annulation des crédits non consommés comme indiqué dans le tableau ci-après :

SEC	PRG	LIBELLE	PREVISIONS CREDITS DE PAIEMENTS APRES MODIFICATIONS REGLEMENTAIRES	AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT		PREVISIONS DEFINITIVES DES CREDITS DE PAIEMENT DES PROGRAMMES ET DOTATIONS CONCERNEES
				Annulations des crédits de paiement non consommés et non reportés	Ouvertures des crédits de paiement	
01	**Présidence**		**173 281 778 000**	**4 642 816**	**74 639 508**	**173 351 774 692**
	001	*Pilotage de l'action présidentielle*	*172 822 494 000*	*3 571 331*	*74 639 508*	*172 893 562 177*
	002	*Renforcement des capacités d'analyse et de transparence de l'action publique*	*459 284 000*	*1 071 485*		*458 212 515*
03	**Primature**		**4 022 227 000**	**63 373**	**63 373**	**4 022 227 000**
	005	*Soutien à l'action de la Primature*	*4 022 227 000*	*63 373*	*63 373*	*4 022 227 000*
09	**Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité**		**41 235 349 000**	**130 526 078**	**130 526 078**	**41 235 349 000**
	014	*Décentralisation*	*22 483 468 000*		*130 526 078*	*22 613 994 078*
	016	*Pilotage et soutien aux services du Ministère*	*18 751 881 000*	*130 526 078*		*18 621 354 922*
10	**Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions**		**40 011 519 000**	**6 942 738**	**6 942 738**	**40 011 519 000**
	017	*Administration judiciaire*	*16 715 835 000*		*453 130*	*16 716 288 130*
	018	*Administration pénitentiaire*	*16 855 797 000*		*4 577 703*	*16 860 374 703*
	019	*Droits humains*	*401 523 000*	*5 030 833*		*396 492 167*
	021	*Pilotage et soutien*	*6 038 364 000*	*1 911 905*	*1 911 905*	*6 038 364 000*
12	**Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabés de l'Extérieur**		**50 013 338 000**	**133 552 887**	**133 552 887**	**50 013 338 000**
	028	*Défense des intérêts du Burkina Faso dans le monde*	*45 399 115 000*		*44 009 210*	*45 443 124 210*
	30	*Pilotage et soutien aux services du Ministère*	*3 851 801 000*	*133 552 887*	*61 300 510*	*3 779 548 623*
	137	*Gestion des Burkinabè de l'extérieur*	*762 422 000*		*28 243 167*	*790 665 167*
14	**Ministère de l'Economie et des Finances**		**90 481 730 000**	**215 691 928**	**215 691 928**	**90 481 730 000**
	033	*Mobilisation des ressources*	*53 029 509 000*		*153 578 337*	*53 183 087 337*
	036	*Contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'Etat*	*3 364 548 000*		*55 190 519*	*3 419 738 519*
	038	*Pilotage et soutien des services du ministère*	*34 087 673 000*	*215 691 928*	*6 923 072*	*33 878 904 144*
17	**Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale**		**2 472 121 000**	**2 512 144**	**2 512 144**	**2 472 121 000**
	043	*Réforme de l'administration*	*263 305 000*		*2 512 144*	*265 817 144*
	045	*Pilotage et soutien des services du MFPTPDS*	*2 208 816 000*	*2 512 144*		*2 206 303 856*
18	**Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme**		**13 818 753 000**	**4 730 724**	**4 730 724**	**13 818 753 000**
	046	*Communication*	*9 168 206 000*		*4 730 724*	*9 172 936 724*
	047	*Pilotage et soutien*	*4 650 547 000*	*4 730 724*		*4 645 816 276*
21	**Ministère de la Santé**		**354 612 815 000**	**1 563 838 725**	**1 563 838 725**	**354 612 815 000**
	055	*Offre de soin*	*164 899 382 000*		*3 874 023*	*164 903 256 023*
	056	*Santé publique*	*86 532 879 000*	*30 817 450*	*14 396 642*	*86 516 458 192*
	057	*Pilotage et soutien aux services du Ministère*	*77 392 294 000*	*90 783 465*	*1 444 793 810*	*78 746 304 345*
	146	*Accès aux produits de santé*	*25 788 260 000*	*1 442 237 810*	*100 774 250*	*24 446 796 440*

SEC	PRG	LIBELLE	PREVISIONS CREDITS DE PAIEMENTS APRES MODIFICATIONS REGLEMENTAIRES	AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT		PREVISIONS DEFINITIVES DES CREDITS DE PAIEMENT DES PROGRAMMES ET DOTATIONS CONCERNEES
				Annulations des crédits de paiement non consommés et non reportés	Ouvertures des crédits de paiement	
22	**Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale**		**40 514 048 000**	**75 770 143**	**2 058 520 856**	**42 496 798 713**
	048	*Femme et du genre*	*861 311 000*	*660*	*47 743 889*	*909 054 229*
	049	*Enfance et famille*	*2 753 337 238*	*1 765*		*2 753 335 473*
	050	*Solidarité nationale et gestion des catastrophes*	*32 690 376 762*	*27 355 373*	*2 010 527 367*	*34 673 548 756*
	051	*Pilotage et soutien des services du Ministère*	*4 209 023 000*	*48 412 345*	*249 600*	*4 160 860 255*
23	**Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales**		**613 486 537 000**	**1 054 255 840**	**1 054 255 840**	**613 486 537 000**
	058	*Accès à l'éducation formelle*	*354 367 542 000*	*546 024 743*	*887 666 161*	*354 709 183 418*
	059	*Qualité de l'éducation formelle*	*93 625 497 000*	*176 487 544*	*71 587 426*	*93 520 596 882*
	060	*Accès et qualité de l'éducation non formelle*	*2 706 795 000*	*30 475 225*		*2 676 319 775*
	061	*Pilotage et soutien aux services du Ministère*	*162 786 703 000*	*301 268 328*	*95 002 253*	*162 580 436 925*
24	**Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation**		**19 171 517 000**	**2 143 000**	**2 143 000**	**19 171 517 000**
	064	*Recherche scientifique et technologique*	*12 255 222 000*		*2 143 000*	*12 257 365 000*
	065	*Pilotage et soutien aux services du Ministère*	*6 916 295 000*	*2 143 000*		*6 914 152 000*
25	**Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat**		**15 806 684 500**	**19 595 699**	**19 595 699**	**15 806 684 500**
	067	*Industrie*	*618 257 000*	*13 363 706*	*393 706*	*605 287 000*
	068	*Commerce*	*11 111 528 500*		*10 470 000*	*11 121 998 500*
	069	*Artisanat*	*1 700 524 000*		*6 231 993*	*1 706 755 993*
	071	*Pilotage et soutien*	*2 376 375 000*	*6 231 993*	*2 500 000*	*2 372 643 007*
26	**Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières**		**44 309 479 000**	**60 867 627**	**60 867 627**	**44 309 479 000**
	072	*Mines*	*4 064 092 000*		*4 521 399*	*4 068 613 399*
	073	*Energie*	*37 871 049 000*	*37 501 379*	*54 317 000*	*37 887 864 621*
	074	*Pilotage et soutien aux services du Ministère*	*1 642 639 000*	*23 366 248*		*1 619 272 752*
	138	*Carrières*	*731 699 000*		*2 029 228*	*733 728 228*
27	**Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques**		**178 580 130 000**	**107 006 077**	**107 006 077**	**178 580 130 000**
	075	*Aménagements hydro-agricoles et irrigations*	*118 277 338 000*	*4 078 207*	*2 000 000*	*118 275 259 793*
	078	*Développement durable des productions agricoles*	*31 697 074 000*	*10 721 142*		*31 686 352 858*
	080	*Pilotage et soutien*	*14 323 851 000*	*91 823 728*		*14 232 027 272*
	082	*Productivité et compétitivité des productions animales*	*11 586 418 000*		*2 078 207*	*11 588 496 207*
	083	*Santé animale et santé publique vétérinaire*	*2 465 918 000*		*92 206 728*	*2 558 124 728*
	084	*Développement des productions halieutiques et aquacoles*	*229 531 000*	*383 000*	*10 721 142*	*239 869 142*

SEC	PRG	LIBELLE	PREVISIONS CREDITS DE PAIEMENTS APRES MODIFICATIONS REGLEMENTAIRES	AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT		PREVISIONS DEFINITIVES DES CREDITS DE PAIEMENT DES PROGRAMMES ET DOTATIONS CONCERNEES
				Annulations des crédits de paiement non consommés et non reportés	Ouvertures des crédits de paiement	
31	**Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques**		**781 980 000**	**0**	**93 245 024**	**875 225 024**
	095	*Développement d'infrastructures de communications électroniques*	*781 980 000*		*93 245 024*	*875 225 024*
32	**Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière**		**2 212 909 000**	**6 166 356**	**6 166 356**	**2 212 909 000**
	099	*Mobilité et sécurité routière*	*559 090 000*		*6 166 356*	*565 256 356*
	100	*Pilotage et soutien des services du MTMUSR*	*1 653 819 000*	*6 166 356*		*1 647 652 644*
38		**Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat**	**4 656 731 000**	**4 989 507**	**4 989 507**	**4 656 731 000**
	105	*Planification et aménagement urbain*	*3 152 820 000*		*4 989 507*	*3 157 809 507*
	108	*Pilotage et soutien aux service du Ministère*	*1 503 911 000*	*4 989 507*		*1 498 921 493*
42	**Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement**		**66 526 398 000**	**117 867 421**	**117 867 421**	**66 526 398 000**
	086	*Gestion durable des ressources forestières et fauniques*	*12 461 130 000*		*1 974 175*	*12 463 104 175*
	087	*Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie*	*833 524 000*		*16 522 147*	*850 046 147*
	089	*Economie verte et changement climatique*	*942 325 000*	*1 974 175*		*940 350 825*
	109	*Aménagements hydrauliques*	*16 556 070 000*		*10 885 115*	*16 566 955 115*
	110	*Gestion intégrée des ressources en eau*	*3 301 410 000*		*10 538 100*	*3 311 948 100*
	111	*Approvisionnement en eau potable*	*15 262 061 000*	*72 697 884*	*64 898 484*	*15 254 261 600*
	112	*Assainissement des eaux usées et excréta*	*4 687 632 000*		*13 049 400*	*4 700 681 400*
	113	*Pilotage et soutien*	*12 482 246 000*	*43 195 362*		*12 439 050 638*
50	**Grande Chancellerie**		**796 170 000**	**846 877**	**846 877**	**796 170 000**
	114	*Ordres burkinabè*	*796 170 000*	*846 877*	*846 877*	*796 170 000*
51	**Conseil Supérieur de la Communication**		**1 061 584 000**	**94 000**	**94 000**	**1 061 584 000**
	115	*Régulation du secteur de la communication*	*1 061 584 000*	*94 000*	*94 000*	*1 061 584 000*
55	**Conseil d'Etat**		**1 114 647 000**	**46 891 669**	**46 891 669**	**1 114 647 000**
	118	*Juridiction supérieure de l'ordre administratif*	*1 114 647 000*	*46 891 669*	*46 891 669*	*1 114 647 000*
99	**Dépenses Communes Interministérielles**		**437 318 240 000**	**2 378 867 841**	**232 875 412**	**435 172 247 571**
	133	*Dépenses communes interministérielles*	*437 318 240 000*	*2 378 867 841*	*232 875 412*	*435 172 247 571*
TOTAL GENERAL			**2 196 286 684 500**	**5 937 863 470**	**5 937 863 470**	**2 196 286 684 500**

Source : DGB, DGSI, SIN@folo

Article 5 :

Exposé des motifs : le présent article a pour objet d'arrêter les montants définitifs des recettes encaissées et des dépenses ordonnancées.

Conformément à l'article 51, 1er tiret de la loi organique n°073–2015/CNT du 06 novembre 2015 relative aux lois de finances, les montants définitifs des recettes encaissées et des dépenses ordonnancées au titre de l'exercice 2024 se chiffrent respectivement à 2 579 497 788 123 F CFA et 3 652 473 878 083 F CFA.

Article 6 :

Exposé des motifs : le présent article a pour objet d'arrêter les montants définitifs des ressources et des charges de trésorerie ayant concouru à la réalisation de l'équilibre financier.

Conformément à l'article 51, 2ème tiret de la loi organique n°073–2015/CNT du 06 novembre 2015 relative aux lois de finances, le montant définitif des ressources et des charges de trésorerie de l'année 2024 est de 5 525 335 942 041 F CFA.

Article 7 :

Exposé des motifs : le présent article a pour objet d'approuver le compte de résultat de l'exercice conformément à l'article 51, 3ème tiret de la loi organique n°073–2015/CNT du 06 novembre 2015 relative aux lois de finances. Le résultat comptable de l'exercice budgétaire 2024 est excédentaire de 4 737 518 917 F CFA.

Article 8 :

Exposé des motifs : le présent article a pour objet d'affecter le résultat comptable de l'exercice conformément à l'article 51, 3ème tiret de la loi organique n°073-2015/CNT du 06 novembre 2015 relative aux lois de finances. Le résultat comptable de l'exercice budgétaire 2024 qui est excédentaire de 4 737 518 917 F CFA est transféré au bilan d'ouverture de l'exercice 2025 à la ligne « Report des exercices antérieurs ».

Article 9 :

Exposé des motifs : le présent article a pour objet d'arrêter les résultats des comptes spéciaux conformément à l'article 51, 3ème tiret de la loi organique n°073-2015/CNT du 06 novembre 2015 relative aux lois de finances. Les résultats des comptes spéciaux de l'exercice budgétaire au 31 décembre 2024 sont arrêtés comme suit :

intitulés	Recettes			Dépenses	Soldes
	Report	Recettes 2024	Total		
Comptes d'affectation spéciale					
Plan d'actions de la stratégie nationale de microfinances	112 216	0	112 216	0	112 216
Soutien au développement de l'éducation de base	7 099 848 347	1 433 216 258	8 533 064 605	4 805 951 314	3 727 113 291
Cantine scolaire du secondaire	149 153 313	79 934 464	229 087 777	115 246 229	113 841 548
Développement du Système de santé	108 398 322	33 432 720	141 831 042	23 175 200	118 655 842

intitulés	Recettes			Dépenses	Soldes
	Report	Recettes 2024	Total		
Soutien à la Modernisation de l'Administration Publique	2 959 581 640	3 711 404 706	6 670 986 346	1 527 951 619	5 143 034 727
Opération lotissement centres urbains et ruraux au Burkina Faso	494 013 678	109 846 578	603 860 256	451 211 367	152 648 889
Développement de la statistique	312 011 421	0	312 011 421	0	312 011 421
Cadastre fiscal	198 085 881	60 546 689	258 632 570	0	258 632 570
Remboursement crédits TVA	113 293 874 054	125 000 000 000	238 293 874 054	121 433 472 854	116 860 401 200
Approvisionnement en Eau et Assainissement	25 641 813 521	26 388 677 965	52 030 491 486	18 653 571 298	33 376 920 188
Appui à la Formation Professionnelle	3 094 073 419	1 397 694 763	4 491 768 182	1 259 727 310	3 232 040 872
Fonds d'assurance en matière de publicité foncière	472 446 403	511 826 666	984 273 069	0	984 273 069
Fonds de soutien patriotique	0	189 348 576 793	189 348 576 793	150 000 000 000	39 348 576 793
Programme pour la résilience, la gouvernance locale et les services de base (PREGOLS)	0	19 783 482 731	19 783 482 731	6 754 917 997	13 028 564 734
Total des CAS	**153 823 412 215**	**367 858 640 333**	**521 682 052 548**	**305 025 225 188**	**216 656 827 360**

Source : DGB, DGTCP

Intitulés	Report	Recettes (Remboursements)	Dépenses (prêts et avances accordés)	Soldes
Comptes d'avances				
Avances aux administrations publiques	34 447 016	41 601 019	35 562 894	28 408 891
Total des Comptes d'avances	**34 447 016**	**41 601 019**	**35 562 894**	**28 408 891**
Comptes de prêts				
Prêts à d'autres administrations publiques	69 838 194 239	749 850 229	4 992 075 000	74 080 419 010
Prêts aux entreprises publiques non financières	26 225 396 552	1 531 523 659	4 322 703 496	29 016 576 389
Autres prêts intérieurs	24 658 158 588	309 383 755	-	24 348 774 833
Total des Comptes de prêts	**120 721 749 379**	**2 590 757 643**	**9 314 778 496**	**127 445 770 232**
Total prêts et avances	**120 756 196 395**	**2 632 358 662**	**9 350 341 390**	**127 474 179 123**

Source : DGB, DGTCP

NB :

- ✓ **SODLES=Report + dépenses-recettes ;**

- ✓ Pour le cas particulier du CAS 155 « Fonds de Soutien Patriotique », il a fonctionné en 2023 en opération de trésorerie et a dégagé un reliquat de 13 663 492 481 F CFA selon les écritures du Trésor Public. Ce reliquat a été affecté comme recette au profit du CAS dès sa création en 2024, pour abonder les recettes de 175 685 084 312 FCFA recouvrées au titre de 2024, d'où le montant cumulé de 189 348 576 793 F CFA.

Article 10 :

Exposé des motifs : le présent article a pour objet d'affecter les résultats des comptes spéciaux conformément à l'article 51, 3ème tiret de la loi organique n°073-2015/CNT du 06 novembre 2015 relative aux lois de finances. Les résultats des comptes spéciaux de l'exercice budgétaire 2024 sont affectés à l'exercice 2025 comme suit :

Intitulés	Débiteur	Créditeur
Comptes d'affectation spéciale		
Plan d'actions de la stratégie nationale de microfinances		112 216
Soutien au développement de l'éducation de base		3 727 113 291
Cantine scolaire du secondaire		113 841 548
Développement du Système de santé		118 655 842
Soutien à la Modernisation de l'Administration Publique		5 143 034 727
Opération lotissement centres urbains et ruraux au Burkina Faso		152 648 889
Développement de la statistique		312 011 421
Cadastre fiscal		258 632 570
Remboursement crédits TVA		116 860 401 200
Approvisionnement en Eau et Assainissement		33 376 920 188
Appui à la Formation Professionnelle		3 232 040 872
Fonds d'assurance en matière de publicité foncière		984 273 069
Fonds de soutien patriotique		39 348 576 793
Programme pour la résilience, la gouvernance locale et les services de base (PREGOLS)		13 028 564 734
Comptes d'avances		
Avances aux administrations publiques	28 408 891	
Comptes de prêts		
Prêts à d'autres administrations publiques	74 080 419 010	
Prêts aux entreprises publiques non financières	29 016 576 389	
Autres prêts intérieurs	24 348 774 833	

Source : DGB, DGTCP

Article 11 :

Exposé des motifs : le présent article a pour objet de constater les résultats des programmes budgétaires/dotations. Conformément à l'article 51, 4ème tiret de la loi organique n°073-2015/CNT du 06 novembre 2015 relative aux lois de finances, les résultats des programmes budgétaires/dotations sont consignés dans les rapports annuels de performance 2024.

Article 12 :

Exposé des motifs : le dernier article a pour objet de conférer la valeur de loi de l'Etat à la présente loi de règlement dès son adoption.

Le présent projet de loi de règlement est accompagné des :

- comptes et des états financiers de l'Etat issus de la comptabilité budgétaire et de la comptabilité générale de l'Etat ;
- annexes explicatives développant, par programme, dotation, budget et comptes spéciaux et le montant définitif des crédits ouverts, des dépenses et, le cas échéant, des recettes constatées ;
- rapports annuels de performance par programme rendant compte de leur gestion et de leurs résultats.

Telles sont, **Excellence Monsieur le Président de l'Assemblée Législative de Transition**, les grandes lignes du projet de loi de règlement au titre du budget de l'Etat, exercice 2024, que j'ai

l'honneur de soumettre à votre très haute appréciation ainsi qu'à celle des membres de votre auguste Assemblée.

Je vous prie de bien vouloir agréer, **Excellence Monsieur le Président**, l'assurance de ma très haute et respectueuse considération.

Le Ministre de l'Economie et des Finances

Aboubakar NACANABO
Officier de l'Ordre de l'Etalon